

Les Echos



Les Français, la dette et les dépenses publiques

—
Sondage ELABE pour Les Echos et l'Institut Montaigne

3 octobre 2024
—

ELABE



Fiche technique

Etude ELABE réalisée pour Les Echos et l'Institut Montaigne

Interrogation

- Echantillon de **1 007** personnes, représentatif des résidents de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus.

Constitution de l'échantillon

- La représentativité de l'échantillon a été assurée selon la **méthode des quotas** appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession, région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil et dates de terrain

- Interrogation par Internet du **1^{er} au 2 octobre 2024**.



Notes sur les marges d'erreur

Pour un échantillon de 1 000 personnes, les marges d'erreur sont les suivantes avec un niveau de confiance de 95% :

Pour un pourcentage de :	La marge d'erreur est de :	Le résultat réel se situe dans une fourchette entre :
5	+/- 1,4	3.6 et 6.4
10	+/- 1,9	8.1 et 11.9
15	+/- 2,2	12.8 et 17.2
20	+/- 2,5	17.5 et 22.5
25	+/- 2,7	22.3 et 27.7
30	+/- 2,8	27.2 et 32.8
35	+/- 3	32 et 38
40	+/- 3	37 et 43
45	+/- 3,1	41.9 et 48.1
50	+/- 3,1	46.9 et 53.1
55	+/- 3,1	51.9 et 58.1
60	+/- 3	57 et 63
65	+/- 3	62 et 68
70	+/- 2,8	67.2 et 72.8
75	+/- 2,7	72.3 et 77.7
80	+/- 2,5	77.5 et 82.5
85	+/- 2,2	82.8 et 87.2
90	+/- 1,9	88.1 et 91.9
95	+/- 1,4	93.6 et 96.4

Exemple de lecture :

Pour un résultat observé de **25%**, il y a 95% de chances pour que le résultat réel soit compris entre **22,3%** et **27,7%**.

Principaux enseignements

> Le sentiment qu'il est urgent de réduire la dette est très élevé et continue de s'intensifier

82% (+2 depuis le 11 septembre 2024) des Français jugent *urgent* de réduire la dette publique en France, dont 41% (+2 ; et +16 depuis mai 2023) *très urgent* et 41% (stable) *assez urgent*. A l'inverse, 17% (-2) considèrent que cela n'est *pas urgent*, dont 14% (stable) *pas vraiment* et 3% (-2) *pas du tout*.

Tous les principaux électorats partagent le même regard et s'accordent à dire qu'il y a urgence à agir : électeurs de droite (LR, UDI, divers droite) au 1^{er} tour des Législatives 2024 (90% urgent, dont 55% très urgent), électeurs d'Ensemble (90%, dont 37%), électeurs du Rassemblement National (86%, dont 52%) comme les électeurs du Nouveau Front Populaire (74%, dont 31%), un constat également partagé par les abstentionnistes (78%, dont 37%).

Le sentiment d'urgence domine et dans toutes les catégories de population et de façon particulièrement marquée chez les 65 ans et plus (88% urgent, dont 52% très urgent).



Principaux enseignements

➤ Pour les Français, les 3 postes de dépense publique qu'il faudrait réduire en priorité sont les aides aux entreprises, les allocations familiales et chômage

Les trois domaines sur lesquels le plus de Français s'accordent pour réduire les dépenses publiques sont les aides aux entreprises (36%, stable depuis mars 2024), les allocations familiales (32%, -3) et les allocations chômage (32%, stable). Les autres coupes budgétaires ciblées par les Français sont la culture (25%, +3), l'environnement/la transition écologique et énergétique (22%, -1), la défense/l'armée (19%, +1), les transports (12%, -1) et le logement (11%, +2), les autres domaines étant cités par moins d'1 Français sur 10. A noter que 11% des Français, une proportion en recul de 4 points, estiment qu'il ne faudrait baisser la dépense publique sur aucun de ces domaines.

On observe de fortes disparités d'un point de vue politique :

- Les électeurs du NFP privilégient en priorité la baisse des dépenses en matière d'aides aux entreprises (53%) et concernant la défense/l'armée (41%)
- Pour les électeurs d'Ensemble, il faut avant tout réduire les allocations familiales (43%), la culture (38%), les allocations chômage (33%) et les aides aux entreprises (32%)
- Pour les électeurs de droite (LR, UDI, divers droite), les allocations chômage (43%), les allocations familiales (40%) et les aides aux entreprises (36%)
- Et pour les électeurs du Rassemblement National, il faudrait baisser en priorité les allocations familiales (44%), les allocations chômage (43%) et les dépenses relatives à l'environnement et à la transition écologique et énergétique (35%)

Principaux enseignements

➤ 3 Français sur 4 convaincus qu'il est possible de réduire les dépenses publiques tout en conservant la qualité des services publics

74% des Français pensent qu'en utilisant différemment l'argent public, on peut maintenir voire améliorer la qualité des services publics tout en réduisant les dépenses. A contrario, 24% estiment que toute baisse d'ampleur des dépenses publiques aurait des conséquences négatives sur la qualité des services publics.

Cette opinion est largement partagée par toutes les catégories de populations et croit avec l'âge (de 58% chez les 18-24 ans à 82% chez les plus de 65 ans). Politiquement, les électorats s'accordent également : 82% des électeurs du camp présidentiel et du Rassemblement National, 77% des Républicains et, dans une moindre mesure, 61% des électeurs du NFP.

Principaux enseignements

- **Une opinion publique très critique sur le système fiscal : argent public mal employé, lutte insuffisante contre la fraude (sociale et fiscale) et une trop faible redistribution des richesses**
Le consentement à l'impôt (« justifié car il finance les services publics ») reste majoritaire mais recule depuis mars

Concernant le système fiscal aujourd'hui en France, 80% (+1 depuis mars 2024) des Français estiment que *le montant des impôts et taxes n'est pas bien utilisé par les pouvoirs publics*, 77% (+1) que *les pouvoirs publics ne luttent pas suffisamment contre la fraude fiscale* et 76% (-1) contre *la fraude sociale*, et 71% (stable) estiment que *le système fiscal actuel ne permet pas la redistribution des richesses entre les différentes catégories de la population*.

Ces critiques sont largement partagées dans tous les pans de la société et électorats, notamment par les retraités (5 à 12 points de plus que l'ensemble des Français) et par les électeurs du Rassemblement National (5 à 9 points de plus). La critique sur le manque de redistribution des richesses entre les catégories de la population est particulièrement exprimée par les Français qui doivent se restreindre pour boucler leurs fins de mois (78%, contre 65% chez les Français qui les bouclent facilement).

En parallèle, le consentement à l'impôt (*le paiement des impôts et taxes est justifié car il finance les services publics*) reste majoritaire (58% d'accord) mais est en baisse (-3) depuis mars 2024. Une baisse observée dans la plupart des catégories de la population et électorats, et de manière particulièrement marquée chez les retraités (59%, -13) et les Français les plus aisés qui bouclent facilement leurs fins de mois (65%, -6). Cette question clive d'un point de vue politique : le consentement à l'impôt reste majoritaire parmi les électeurs du NFP (77%), d'Ensemble (76%) et de droite (LR, UDI, divers droite, 70%) mais est minoritaire chez les électeurs du Rassemblement National (46%). A noter que les Français qui paient l'impôt sur le revenu en sont plus convaincus (62% d'accord) que ceux qui ne le paient pas (53% d'accord).

Une des solutions parfois évoquées dans le débat public, à savoir que *l'ensemble des ménages devrait payer l'impôt sur le revenu*, rencontre désormais une opposition majoritaire dans l'opinion publique (55%, +4). L'opposition progresse dans la plupart des catégories de population, en particulier chez les retraités (54%, +11), et est particulièrement forte parmi les électeurs du Nouveau Front Populaire (65%) et les Français qui doivent se restreindre pour boucler leurs fins de mois (69%). Enfin, les Français payant l'impôt sur le revenu sont plutôt favorables à cette proposition (60%) mais ceux qui ne le paient pas la rejettent fortement (74%).

Principaux enseignements

➤ Les Français estiment qu'une hausse de fiscalité pour les très grandes entreprises et pour les particuliers les plus fortunés serait efficace pour réduire la dette, ils sont plus sceptiques sur l'augmentation des droits de succession, le gel du barème de l'impôt sur le revenu et l'écotaxe automobile

Pour réduire la dette publique, différentes mesures ont été évoquées dans le débat public ou envisagées par le gouvernement de Michel Barnier.

Entre 6 et 8 Français sur 10 jugent *efficaces* :

- L'augmentation des impôts pour les très grandes entreprises qui réalisent des profits importants (79%)
- L'instauration d'une contribution exceptionnelle (impôt ou taxe) pour les Français les plus fortunés (74%)
- L'instauration d'une taxe sur le rachat d'actions pour les grandes entreprises (68%)
- L'augmentation de la « flat tax » (61%)
- L'augmentation des taxes pour les loueurs de logements meublés (60%)

En revanche, l'opinion est plus partagée concernant l'augmentation des droits de succession pour les particuliers les plus fortunés (51% efficace, 48% pas efficace) et considèrent en majorité que le gel du barème de l'impôt sur le revenu (58%) et l'augmentation de l'écotaxe automobile ne sont pas efficaces pour réduire la dette (59%).

D'un point de vue politique :

- Les électeurs du camp présidentiel jugent majoritairement que l'ensemble des mesures seront *efficaces* (de 86% sur les impôts des très grandes entreprises à 53% sur le gel du barème de l'impôt sur le revenu)
- Les électeurs du NFP partagent également ce point de vue sur la plupart des mesures (62% à 86%), sauf sur le gel du barème de l'impôt sur le revenu (63% pas efficace) et l'écotaxe automobile (59%)
- Les électeurs des Républicains approuvent également la plupart de ces mesures, ils sont toutefois divisés sur le gel du barème de l'impôt sur le revenu (49% efficace), sur l'augmentation des droits de succession (46%) et sont plutôt sceptiques quant à l'augmentation de l'écotaxe automobile (57%)
- Les électeurs du Rassemblement National partagent la même opinion que la moyenne nationale avec cependant une critique plus nette sur le manque d'efficacité de l'augmentation des droits de succession pour les plus fortunés (43% *efficace* vs 51% pour l'ensemble des Français).

Principaux enseignements

Le regard de l'Institut Montaigne

“

A une semaine de la présentation du projet de loi de finances 2025, les arbitrages budgétaires et fiscaux du gouvernement Barnier suscitent autant d'attente que d'inquiétude. La situation particulièrement préoccupante de nos comptes publics - plus de 6% de déficit prévu pour la fin d'année - n'en finit plus d'inquiéter les Français : 82% d'entre eux jugent qu'il désormais est urgent de réduire la dette publique. Pour y remédier, seules deux options possibles : augmenter la fiscalité ou diminuer les dépenses.

Sur la fiscalité, force est de constater que les marges sont limitées - le taux de prélèvements obligatoires est de 48% du PIB en France (contre 41% dans la zone euro) - et les Français ont vu leur consentement fiscal s'éroder. Sur le plan des économies, la bonne nouvelle est que l'opinion publique semble majoritairement partager l'idée selon laquelle il est possible de réduire les dépenses publiques tout en conservant la qualité des services publics (pour 74% d'entre eux). La mauvaise est qu'ils sont favorables aux réductions des dépenses qui pèsent le moins sur nos comptes (allocations familiales notamment) et défavorables à celles qui sont pourtant au cœur de la soutenabilité de nos finances publiques : les retraites.

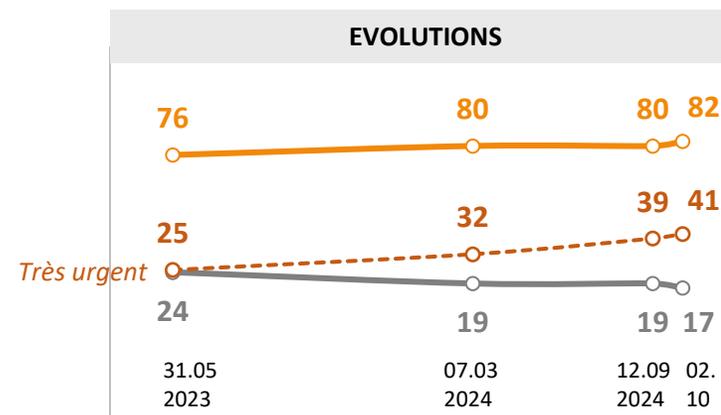
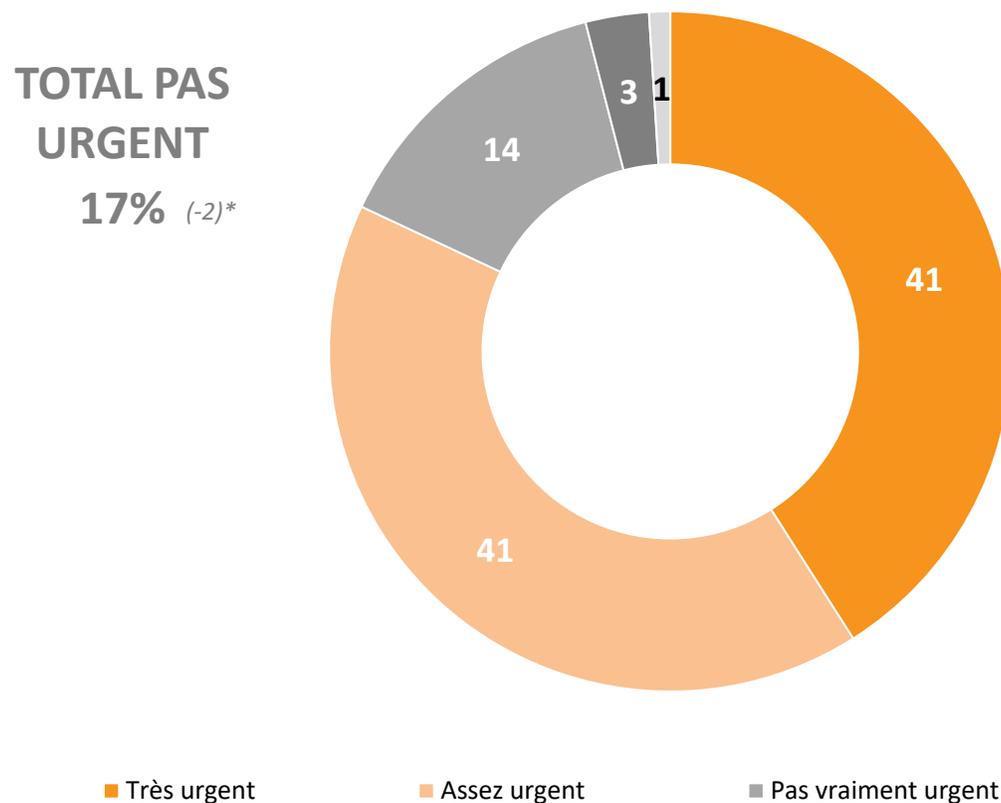
Lisa Thomas-Darbois | Directrice des études France

”

Le sentiment qu'il est urgent de réduire la dette est très élevé et continue de s'intensifier

Selon vous, est-il urgent ou pas urgent de réduire la dette publique en France ?

En % - Ensemble des Français



TOTAL URGENT

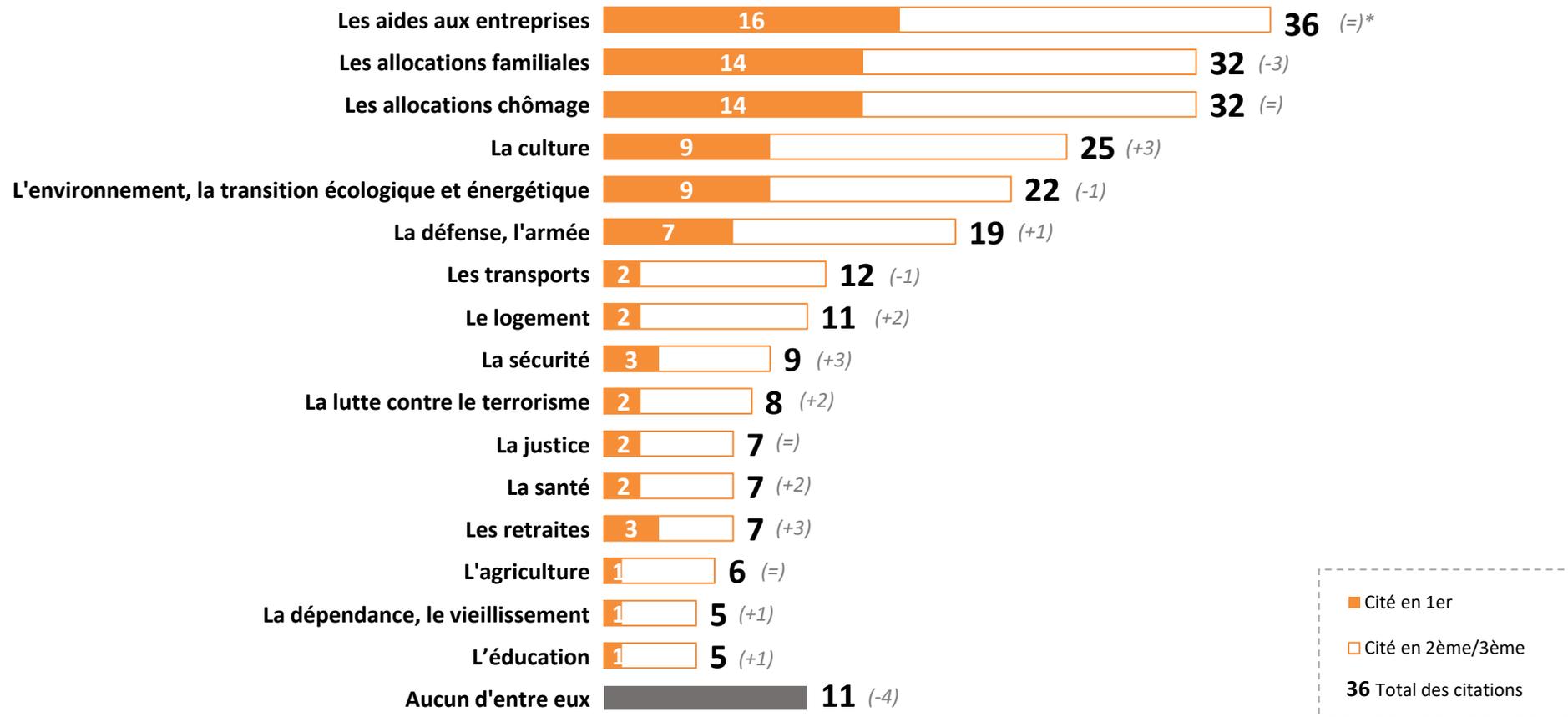
82% (+2)

(*) Evolutions par rapport à l'enquête ELABE pour Les Echos, Institut Montaigne réalisée les 10 et 11 septembre 2024.

Pour les Français, les 3 postes de dépense publique qu'il faudrait réduire en priorité sont les aides aux entreprises, les allocations familiales et chômage

Parmi les domaines suivants, selon vous, quels seraient les trois domaines sur lesquels il faudrait baisser la dépense publique ?

En % - Ensemble des Français



(*) Evolutions par rapport à l'enquête ELABE pour BFMTV réalisée les 26 et 27 mars 2024.

3 Français sur 4 convaincus qu'il est possible de réduire les dépenses publiques tout en conservant la qualité des services publics

Concernant la gestion des dépenses publiques et la qualité des services publics, de laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus proche ?
En % - Ensemble des Français



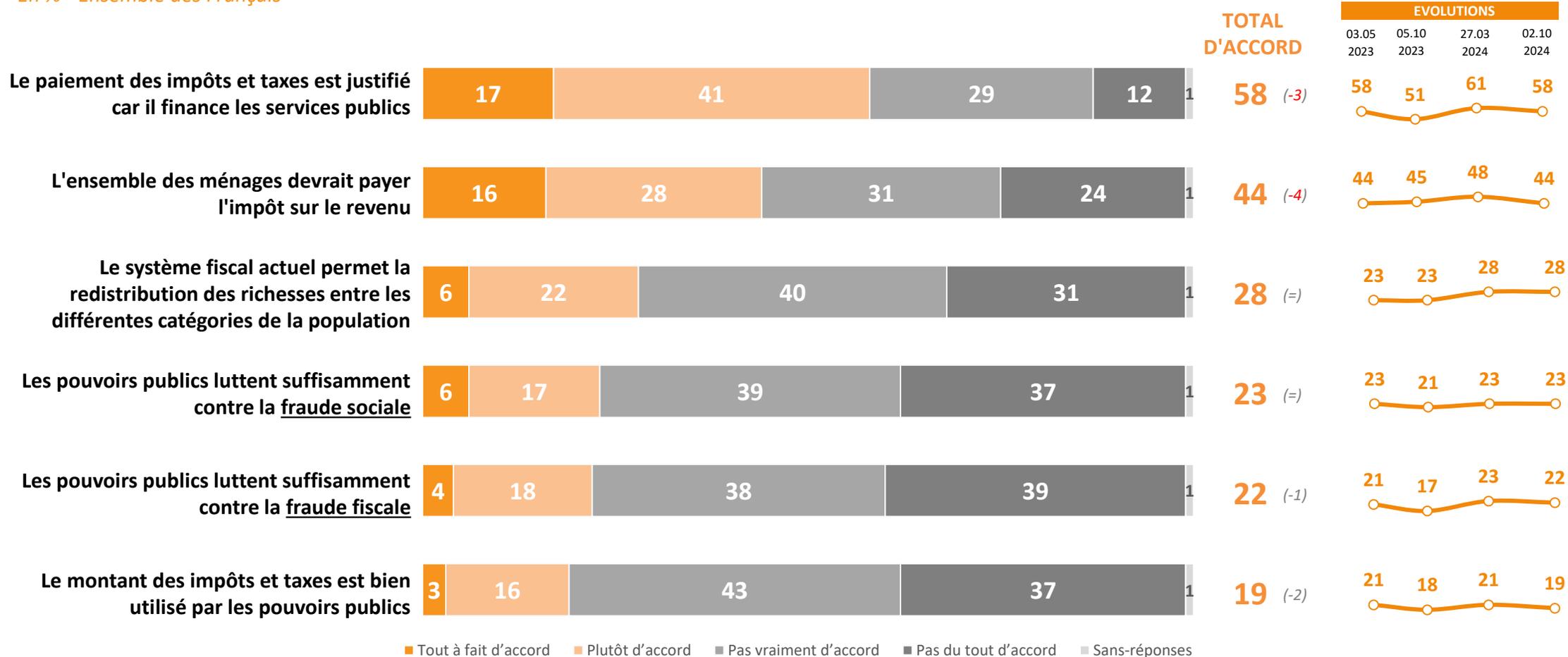
Sans-réponses : 2

Une opinion publique très critique sur le système fiscal : argent public mal employé, lutte insuffisante contre la fraude (sociale et fiscale) et une trop faible redistribution des richesses

Le consentement à l'impôt (« justifié car il finance les services publics ») reste majoritaire mais recule depuis mars

Concernant le système fiscal en France aujourd'hui (l'ensemble des impôts et taxes), êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?

En % - Ensemble des Français

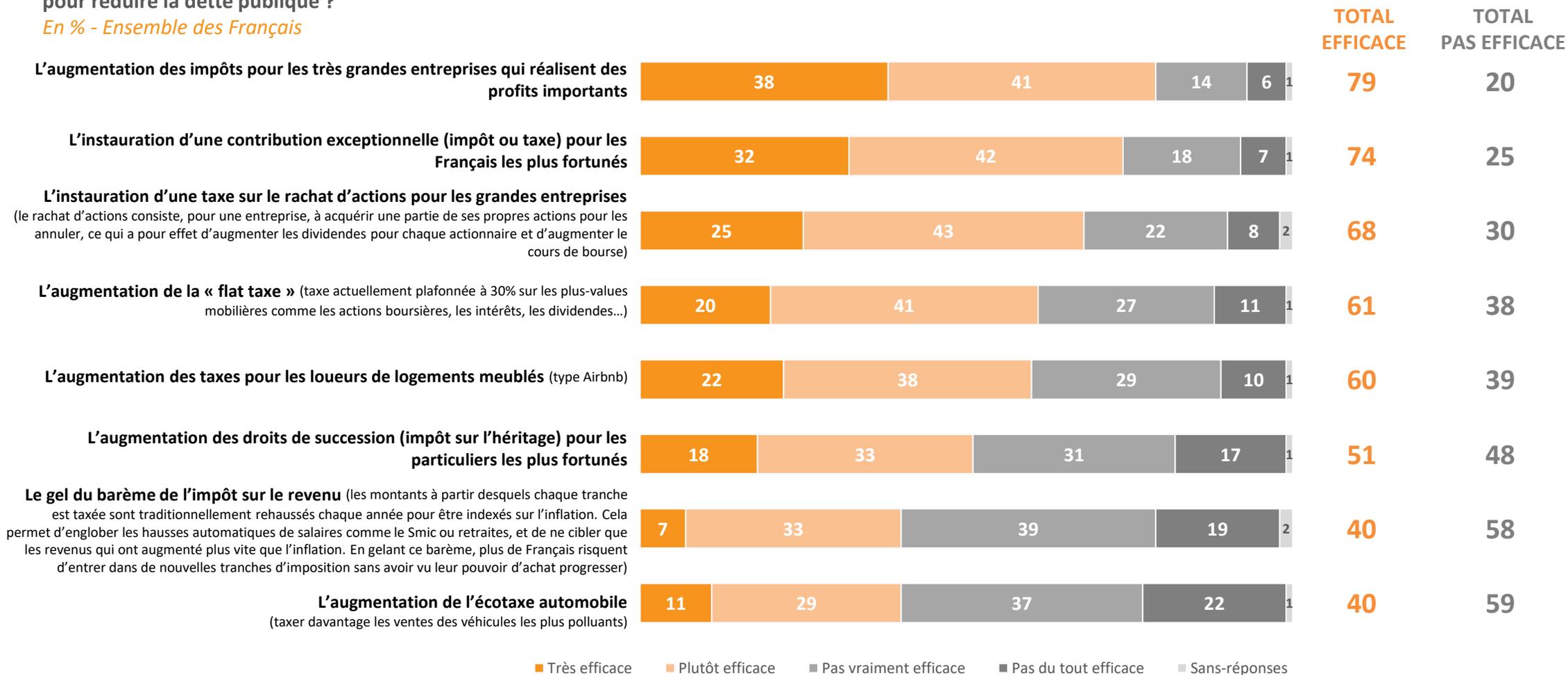


(*) Evolutions par rapport à l'enquête ELABE pour BFMTV réalisée les 26 et 27 mars 2024.

Les Français estiment qu'une hausse de fiscalité pour les très grandes entreprises et pour les particuliers les plus fortunés serait efficace pour réduire la dette, ils sont plus sceptiques sur l'augmentation des droits de succession, le gel du barème de l'impôt sur le revenu et l'écotaxe automobile

Diriez-vous que chacune des mesures suivantes évoquées dans le débat public ou envisagées par le gouvernement de Michel Barnier est efficace ou pas efficace pour réduire la dette publique ?

En % - Ensemble des Français



Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Selon vous, est-il urgent ou pas urgent de réduire la dette publique en France ?

En %	TOTAL URGENT	Très urgent	Assez urgent	TOTAL PAS URGENT	Pas vraiment urgent	Pas du tout urgent	Sans-réponses
Total	82	41	41	17	14	3	1
SEXE DU REpondANT							
Un homme	83	40	43	17	13	4	0
Une femme	81	42	39	17	15	2	2
AGE DU REpondANT							
18-24 ans	74	33	41	23	14	9	3
25-34 ans	78	33	45	20	16	4	2
35-49 ans	80	34	46	19	16	3	1
50-64 ans	84	45	39	15	13	2	1
65 ans et plus	88	52	36	11	10	1	1
PROFESSION DU REpondANT							
ACTIFS	80	36	44	19	16	3	1
Agric., artisan, comm.	78	39	39	18	15	3	4
CSP+	81	33	48	18	16	2	1
Cadres	82	34	48	16	13	3	2
Profession Intermédiaire	81	32	49	19	17	2	0
CSP-	78	38	40	20	15	5	2
Employé	81	39	42	17	15	2	2
Ouvrier	75	37	38	24	16	8	1
INACTIFS	85	48	37	14	11	3	1
Retraité	88	53	35	11	10	1	1
Autre inactif	80	39	41	19	13	6	1
CATEGORIE D'AGGLOMERATION							
Communes rurales	84	44	40	16	14	2	0
Communes urb. de province	82	42	40	17	14	3	1
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	84	40	44	14	11	3	2
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	82	43	39	18	13	5	0
100.000 hab. et plus	81	42	39	17	15	2	2
Agglomération parisienne	79	34	45	18	13	5	3
REGION DE RESIDENCE (UDAS)							
Région Parisienne	78	33	45	20	15	5	2
Province	83	43	40	16	13	3	1
Nord-Est	78	44	34	21	16	5	1
Nord-Ouest	85	40	45	15	13	2	0
Sud-Ouest	84	42	42	16	15	1	0
Sud Est	84	44	40	14	11	3	2

Détail des résultats

Par catégories politiques

Selon vous, est-il urgent ou pas urgent de réduire la dette publique en France ?

En %	TOTAL URGENT	Très urgent	Assez urgent	TOTAL PAS URGENT	Pas vraiment urgent	Pas du tout urgent	Sans-réponses
Total	82	41	41	17	14	3	1
PREFERENCE PARTISANE							
TOTAL GAUCHE	76	34	42	23	19	4	1
La France insoumise (FI)	82	33	49	18	15	3	0
EELV / G.s	75	42	33	25	22	3	0
Le Parti Socialiste (PS)	72	32	40	25	21	4	3
TOTAL LREM ET ALLIES	91	37	54	9	9	0	0
La République en marche	89	30	59	11	11	0	0
TOTAL DROITE	92	60	32	7	6	1	1
Les Républicains	90	60	30	9	7	2	1
TOTAL RN/R!	85	53	32	14	12	2	1
Le Rassemblement National	84	52	32	16	13	3	0
Reconquête	100	67	33	0	0	0	0
SANS PREFERENCE PARTISANE	79	36	43	19	15	4	2
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)							
Jean-Luc MELENCHON	69	27	42	27	22	5	4
Yannick JADOT	88	45	43	12	10	2	0
Emmanuel MACRON	93	42	51	7	5	2	0
Valérie PECRESSE	91	61	30	7	7	0	2
Marine LE PEN	85	52	33	14	12	2	1
Eric ZEMMOUR	88	70	18	12	10	2	0
Abstention, vote blanc ou nul	80	38	42	18	15	3	2
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)							
Emmanuel MACRON	87	40	47	12	10	2	1
Marine LE PEN	85	55	30	15	12	3	0
Abstention, vote blanc ou nul	76	34	42	21	17	4	3
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)							
NFP (LFI, EELV, PS, PCF)	74	31	43	26	22	4	0
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	90	37	53	8	8	0	1
LR, DVD, UDI,	90	55	35	8	6	2	2
Rassemblement National et ses alliés	86	52	34	13	11	2	1
Abstention, vote blanc ou nul	78	37	41	21	16	5	1

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Parmi les domaines suivants, selon vous, quels seraient les trois domaines sur lesquels il faudrait baisser la dépense publique ?

En % - TOTAL DES CITATIONS	Les aides aux entreprises	Les allocations familiales	Les allocations chômage	La culture	L'environnement, la transition écologique et énergétique	La défense, l'armée	Les transports	Le logement	La sécurité	La lutte contre le terrorisme	La justice	La santé	Les retraites	L'agriculture	La dépendance, le vieillissement	L'éducation	Aucun d'entre eux
Total	36	32	32	25	22	19	12	11	9	8	7	7	7	6	5	5	11
SEXE DU REpondANT																	
Un homme	37	35	31	25	23	21	11	11	9	9	6	9	10	7	6	6	8
Une femme	35	30	32	24	21	17	12	10	9	8	7	5	6	6	4	4	14
AGE DU REpondANT																	
18-24 ans	29	26	32	21	14	16	14	13	4	10	9	5	14	9	13	8	13
25-34 ans	27	32	32	15	18	19	15	14	17	11	14	10	9	4	10	7	5
35-49 ans	30	33	33	22	18	20	14	13	9	8	5	9	9	5	4	6	13
50-64 ans	44	33	20	33	22	22	13	8	8	7	4	7	5	9	3	4	13
65 ans et plus	42	35	41	26	31	17	6	8	7	8	6	4	6	6	1	2	12
PROFESSION DU REpondANT																	
ACTIFS	34	33	31	23	18	20	14	12	10	9	7	8	8	5	6	5	11
Agric., artisan, comm.	26	29	24	11	27	24	22	4	11	8	6	7	13	1	5	4	16
CSP+	37	38	36	21	17	21	13	12	11	8	5	6	8	4	4	8	10
Cadres	40	32	32	22	19	21	14	13	10	10	7	5	11	4	5	11	9
Profession Intermédiaire	36	42	39	21	16	21	13	11	11	6	4	6	6	4	3	6	11
CSP-	33	30	28	27	18	18	12	13	10	9	9	10	7	7	7	3	11
Employé	34	32	32	27	16	15	13	13	10	8	8	9	6	7	9	2	11
Ouvrier	31	26	22	25	20	22	12	12	10	10	9	11	8	7	6	4	10
INACTIFS	39	32	33	27	28	18	9	9	8	8	6	5	7	8	4	4	12
Retraité	42	34	38	28	30	18	7	7	8	8	6	5	7	6	1	3	12
Autre inactif	32	25	22	24	21	20	13	13	6	7	8	6	10	12	10	8	12
CATEGORIE D'AGGLOMERATION																	
Communes rurales	38	30	32	27	20	24	9	10	7	8	6	8	7	9	3	3	12
Communes urb. de province	35	32	32	25	22	17	12	11	10	8	7	7	8	5	5	5	12
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	37	31	34	25	28	19	11	8	6	8	5	7	10	6	6	2	12
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	29	35	35	22	23	21	11	8	13	12	6	5	5	10	4	7	10
100.000 hab. et plus	37	32	31	26	19	14	13	14	11	7	8	8	7	3	4	6	13
Agglomération parisienne	38	36	29	19	24	20	13	10	9	8	7	6	10	6	8	6	8
REGION DE RESIDENCE (UDAS)																	
Région Parisienne	40	37	29	19	24	19	13	9	9	10	7	6	9	5	7	6	9
Province	35	31	32	26	22	19	12	11	9	8	7	7	7	7	5	5	12
Nord-Est	31	28	32	22	21	19	12	8	12	10	7	10	11	7	3	5	13
Nord-Ouest	41	34	34	26	23	21	7	8	8	6	4	6	5	7	5	6	14
Sud-Ouest	37	27	31	28	24	16	14	10	8	6	11	4	8	7	7	4	11
Sud Est	33	34	32	27	20	19	14	16	9	9	7	6	6	6	5	4	10

Détail des résultats

Par catégories politiques

Parmi les domaines suivants, selon vous, quels seraient les trois domaines sur lesquels il faudrait baisser la dépense publique ?

En % - TOTAL DES CITATIONS	Les aides aux entreprises	Les allocations familiales	Les allocations chômage	La culture	L'environnement, la transition écologique et énergétique	La défense, l'armée	Les transports	Le logement	La sécurité	La lutte contre le terrorisme	La justice	La santé	Les retraites	L'agriculture	La dépendance, le vieillissement	L'éducation	Aucun d'entre eux
Total	36	32	32	25	22	19	12	11	9	8	7	7	7	6	5	5	11
PREFERENCE PARTISANE																	
TOTAL GAUCHE	52	18	25	21	11	34	12	10	13	13	6	6	8	8	4	5	10
La France insoumise (FI)	55	9	20	26	8	49	12	9	22	15	4	11	8	11	2	6	7
EELV / G.s	54	13	30	15	2	28	13	14	13	17	2	1	8	7	4	6	8
Le Parti Socialiste (PS)	49	30	28	23	23	27	13	7	6	8	9	3	6	5	3	4	11
TOTAL LREM ET ALLIES	37	52	42	34	18	14	7	8	9	6	9	3	11	5	2	3	8
La République en marche	25	52	39	30	21	15	6	7	13	8	12	3	10	3	3	3	11
TOTAL DROITE	21	56	49	28	23	10	19	17	3	6	6	5	3	3	0	1	8
Les Républicains	21	60	51	28	22	11	19	14	4	5	7	4	1	4	0	0	9
TOTAL RN/R!	30	41	41	27	32	10	9	8	9	6	6	7	6	3	4	5	11
Le Rassemblement National	30	42	42	27	27	12	9	8	8	6	7	6	6	3	3	5	11
Reconquête	28	41	47	19	66	0	5	7	19	9	4	16	11	0	9	3	0
SANS PREFERENCE PARTISANE	33	28	26	24	22	18	14	11	7	8	7	8	7	8	7	6	15
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)																	
Jean-Luc MELENCHON	54	12	14	20	10	43	8	6	16	9	3	6	8	9	4	6	16
Yannick JADOT	55	21	34	31	12	26	23	14	7	11	0	0	9	11	0	3	7
Emmanuel MACRON	36	47	37	25	18	15	8	9	7	9	8	6	10	6	2	3	12
Valérie PECRESSE	20	42	35	29	24	18	11	11	13	11	10	14	7	6	0	6	12
Marine LE PEN	28	44	43	29	28	13	11	11	6	6	7	4	4	6	3	2	13
Eric ZEMMOUR	23	51	45	26	62	8	4	6	10	5	2	8	6	0	2	2	7
Abstention, blanc/nul	31	26	32	23	24	15	15	14	7	7	9	6	8	6	10	7	11
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)																	
Emmanuel MACRON	37	35	34	25	15	19	10	11	11	10	7	7	8	5	4	4	13
Marine LE PEN	31	42	41	28	29	14	11	10	8	5	6	6	6	5	3	4	11
Abstention, blanc/nul	40	24	25	22	25	23	12	9	8	7	6	5	7	9	6	7	13
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)																	
NFP (LFI, EELV, PS, PCF)	53	19	23	17	10	41	7	7	14	13	6	5	7	8	4	5	14
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons)	32	43	33	38	18	10	11	12	10	4	9	5	11	5	2	4	11
LR, DVD, UDI,	36	40	43	28	22	13	13	14	3	7	4	6	6	9	0	4	9
Rassemblement National et ses alliés	30	44	43	27	35	12	10	8	6	7	4	4	4	3	4	3	13
Abstention, vote blanc ou nul	33	27	27	21	21	18	16	13	9	9	9	9	9	7	8	6	11

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Concernant la gestion des dépenses publiques et la qualité des services publics, de laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus proche ?

En %	En utilisant différemment l'argent public, on peut maintenir voire améliorer la qualité des services publics tout en réduisant les dépenses	Toute baisse d'ampleur des dépenses publiques aurait des conséquences négatives sur la qualité des services publics	Sans-réponses
Total	74	24	2
SEXE DU REpondANT			
Un homme	69	29	2
Une femme	78	19	3
AGE DU REpondANT			
18-24 ans	58	37	5
25-34 ans	72	26	2
35-49 ans	69	27	4
50-64 ans	76	23	1
65 ans et plus	82	16	2
PROFESSION DU REpondANT			
ACTIFS	70	27	3
Agric., artisan, comm.	66	34	0
CSP+	70	27	3
Cadres	67	30	3
Profession Intermédiaire	72	26	2
CSP-	71	26	3
Employé	75	22	3
Ouvrier	66	31	3
INACTIFS	78	20	2
Retraité	83	15	2
Autre inactif	66	30	4
CATEGORIE D'AGGLOMERATION			
Communes rurales	74	23	3
Communes urb. de province	74	24	2
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	76	23	1
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	75	24	1
100.000 hab. et plus	74	25	1
Agglomération parisienne	70	25	5
REGION DE RESIDENCE (UDAS)			
Région Parisienne	70	25	5
Province	74	24	2
Nord-Est	75	23	2
Nord-Ouest	74	24	2
Sud-Ouest	69	29	2
Sud Est	77	22	1

Détail des résultats

Par catégories politiques

Concernant la gestion des dépenses publiques et la qualité des services publics, de laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus proche ?

En %	En utilisant différemment l'argent public, on peut maintenir voire améliorer la qualité des services publics tout en réduisant les dépenses	Toute baisse d'ampleur des dépenses publiques aurait des conséquences négatives sur la qualité des services publics	Sans-réponses
Total	74	24	2
PREFERENCE PARTISANE			
TOTAL GAUCHE	66	33	1
La France insoumise (FI)	66	34	0
EELV / G.s	67	33	0
Le Parti Socialiste (PS)	63	33	4
TOTAL LREM ET ALLIES	81	17	2
La République en marche	84	15	1
TOTAL DROITE	80	18	2
Les Républicains	77	21	2
TOTAL RN/R!	84	14	2
Le Rassemblement National	83	15	2
Reconquête	95	5	0
SANS PREFERENCE PARTISANE	70	27	3
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)			
Jean-Luc MELENCHON	61	38	1
Yannick JADOT	68	32	0
Emmanuel MACRON	80	18	2
Valérie PECRESSE	80	20	0
Marine LE PEN	81	17	2
Eric ZEMMOUR	93	7	0
Abstention, vote blanc ou nul	71	25	4
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)			
Emmanuel MACRON	74	24	2
Marine LE PEN	81	17	2
Abstention, vote blanc ou nul	69	28	3
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)			
NFP (LFI, EELV, PS, PCF)	61	38	1
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	82	16	2
TOTAL LR, DVD, UDI,	77	19	4
Rassemblement National et ses alliés	82	16	2
Abstention, vote blanc ou nul	70	26	4

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Concernant le système fiscal en France aujourd'hui (l'ensemble des impôts et taxes), êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?

En % - TOTAL D'ACCORD	Le paiement des impôts et taxes est justifié car il finance les services publics	L'ensemble des ménages devrait payer l'impôt sur le revenu	Le système fiscal actuel permet la redistribution des richesses entre les différentes catégories de la population	Les pouvoirs publics luttent suffisamment contre la fraude sociale	Les pouvoirs publics luttent suffisamment contre la fraude fiscale	Le montant des impôts et taxes est bien utilisé par les pouvoirs publics
Total	58	44	28	23	22	19
SEXE DU REpondANT						
Un homme	66	51	34	27	24	21
Une femme	51	38	24	20	20	19
AGE DU REpondANT						
18-24 ans	54	41	36	33	38	34
25-34 ans	58	47	37	33	29	28
35-49 ans	57	44	28	32	28	21
50-64 ans	58	42	28	16	15	16
65 ans et plus	62	46	23	11	13	11
PROFESSION DU REpondANT						
ACTIFS	58	47	33	28	26	24
Agric., artisan, comm.	65	62	45	40	46	34
CSP+	64	53	33	26	22	21
Cadres	69	61	40	31	33	27
Profession Intermédiaire	61	49	29	23	15	17
CSP-	53	39	31	26	25	26
Employé	53	40	31	25	26	26
Ouvrier	51	38	31	29	24	24
INACTIFS	58	40	23	17	17	13
Retraité	59	46	23	11	13	10
Autre inactif	55	30	23	30	26	20
CATEGORIE D'AGGLOMERATION						
Communes rurales	54	36	23	20	19	17
Communes urb. de province	58	44	27	21	21	17
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	50	39	22	17	15	12
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	62	40	32	21	22	16
100.000 hab. et plus	60	49	29	24	24	21
Agglomération parisienne	66	56	41	33	29	31
REGION DE RESIDENCE (UDAS)						
Région Parisienne	64	56	41	31	28	29
Province	56	42	26	21	21	18
Nord-Est	57	41	29	22	22	19
Nord-Ouest	54	39	21	17	19	17
Sud-Ouest	60	39	26	28	21	13
Sud Est	59	46	27	22	21	18

Détail des résultats

Par catégories politiques

Concernant le système fiscal en France aujourd'hui (l'ensemble des impôts et taxes), êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?

En % - TOTAL D'ACCORD	Le paiement des impôts et taxes est justifié car il finance les services publics	L'ensemble des ménages devrait payer l'impôt sur le revenu	Le système fiscal actuel permet la redistribution des richesses entre les différentes catégories de la population	Les pouvoirs publics luttent suffisamment contre la fraude sociale	Les pouvoirs publics luttent suffisamment contre la fraude fiscale	Le montant des impôts et taxes est bien utilisé par les pouvoirs publics
Total	58	44	28	23	22	19
PREFERENCE PARTISANE						
TOTAL GAUCHE	72	36	34	29	20	21
La France insoumise (FI)	68	37	32	40	24	27
EELV / G.s	74	34	37	31	15	20
Le Parti Socialiste (PS)	74	36	32	17	20	15
TOTAL LREM ET ALLIES	77	61	45	24	26	31
La République en marche	80	62	47	23	31	35
TOTAL DROITE	72	70	43	20	22	24
Les Républicains	71	69	41	21	21	25
TOTAL RN/R!	46	40	20	14	21	14
Le Rassemblement National	47	36	20	15	21	15
Reconquête	33	71	18	5	8	9
SANS PREFERENCE PARTISANE	50	44	24	23	22	17
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)						
Jean-Luc MELENCHON	70	30	25	29	18	18
Yannick JADOT	80	41	22	24	18	17
Emmanuel MACRON	80	61	49	29	34	36
Valérie PECRESSE	70	59	36	15	12	11
Marine LE PEN	45	40	19	10	17	14
Eric ZEMMOUR	29	57	22	11	13	12
Abstention, vote blanc ou nul	50	44	25	22	21	17
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)						
Emmanuel MACRON	76	49	39	27	26	27
Marine LE PEN	44	43	20	13	19	13
Abstention, vote blanc ou nul	55	42	24	23	17	17
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)						
NFP (LFI, EELV, PS, PCF)	77	35	25	29	16	17
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons)	76	58	48	26	31	33
LR, DVD, UDI,	70	61	42	15	29	22
Rassemblement National et ses alliés	46	43	20	15	17	15
Abstention, vote blanc ou nul	48	42	27	24	24	18

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Diriez-vous que chacune des mesures suivantes évoquées dans le débat public ou envisagées par le gouvernement de Michel Barnier est efficace ou pas efficace pour réduire la dette publique ?

En % - TOTAL EFFICACE	L'augmentation des impôts pour les très grandes entreprises qui réalisent des profits importants	L'instauration d'une contribution exceptionnelle (impôt ou taxe) pour les Français les plus fortunés	L'instauration d'une taxe sur le rachat d'actions pour les grandes entreprises	L'augmentation de la « flat tax »	L'augmentation des taxes pour les loueurs de logements meublés	L'augmentation des droits de succession (impôt sur l'héritage) pour les particuliers les plus fortunés	Le gel du barème de l'impôt sur le revenu	L'augmentation de l'écotaxe automobile
Total	79	74	68	61	60	51	40	40
SEXE DU REpondANT								
Un homme	77	73	70	60	67	53	45	42
Une femme	81	74	68	62	53	50	36	38
AGE DU REpondANT								
18-24 ans	72	65	61	57	46	43	44	42
25-34 ans	79	68	65	54	52	47	43	41
35-49 ans	76	75	70	61	58	50	48	42
50-64 ans	81	75	71	65	67	54	33	36
65 ans et plus	83	79	71	65	63	56	37	41
PROFESSION DU REpondANT								
ACTIFS	79	74	70	61	61	51	45	42
Agric., artisan, comm.	84	76	73	58	70	50	52	61
CSP+	78	76	77	61	62	54	41	42
Cadres	72	69	78	62	69	53	46	56
Profession Intermédiaire	82	81	75	60	56	54	39	33
CSP-	79	72	65	63	60	49	45	38
Employé	80	73	63	58	59	47	47	39
Ouvrier	78	71	66	68	61	51	43	36
INACTIFS	79	73	68	61	58	51	35	38
Retraité	81	76	69	64	63	54	35	37
Autre inactif	73	67	63	55	46	45	34	38
CATEGORIE D'AGGLOMERATION								
Communes rurales	80	74	65	60	55	44	33	31
Communes urb. de province	79	72	70	62	60	51	41	41
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	82	74	70	62	59	50	32	37
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	77	75	70	65	62	50	47	43
100.000 hab. et plus	78	70	70	60	60	53	44	42
Agglomération parisienne	78	79	69	60	64	59	46	49
REGION DE RESIDENCE (UDAS)								
Région Parisienne	79	79	69	58	65	59	46	48
Province	79	73	69	62	59	49	39	38
Nord-Est	77	74	63	62	57	46	37	37
Nord-Ouest	78	76	72	64	63	54	39	42
Sud-Ouest	86	75	69	64	59	60	40	41
Sud Est	79	68	71	60	56	44	40	35

Détail des résultats

Par catégories politiques

Diriez-vous que chacune des mesures suivantes évoquées dans le débat public ou envisagées par le gouvernement de Michel Barnier est efficace ou pas efficace pour réduire la dette publique ?

En % - TOTAL EFFICACE	L'augmentation des impôts pour les très grandes entreprises qui réalisent des profits importants	L'instauration d'une contribution exceptionnelle (impôt ou taxe) pour les Français les plus fortunés	L'instauration d'une taxe sur le rachat d'actions pour les grandes entreprises	L'augmentation de la « flat tax »	L'augmentation des taxes pour les loueurs de logements meublés	L'augmentation des droits de succession (impôt sur l'héritage) pour les particuliers les plus fortunés	Le gel du barème de l'impôt sur le revenu	L'augmentation de l'écotaxe automobile
Total	79	74	68	61	60	51	40	40
SEXE DU REpondANT								
TOTAL GAUCHE	83	84	80	75	62	65	42	50
La France insoumise (FI)	72	77	75	66	57	58	50	44
EELV / G.s	92	89	85	82	66	65	40	67
Le Parti Socialiste (PS)	90	89	82	82	63	74	35	47
TOTAL LREM ET ALLIES	88	84	74	67	76	63	54	59
La République en marche	84	81	72	68	76	62	48	68
TOTAL DROITE	82	74	72	66	80	57	60	53
Les Républicains	83	76	72	65	80	58	59	53
TOTAL RN/R!	78	67	63	52	53	42	34	30
Le Rassemblement National	82	70	66	59	55	45	35	30
Reconquête	55	49	42	15	44	19	36	18
SANS PREFERENCE PARTISANE	73	69	63	55	54	43	36	34
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)								
Jean-Luc MELENCHON	80	82	74	69	56	65	37	40
Yannick JADOT	82	82	87	83	72	69	42	53
Emmanuel MACRON	90	85	77	71	76	63	54	62
Valérie PECRESSE	76	67	72	55	77	42	43	45
Marine LE PEN	77	70	66	59	56	43	35	30
Eric ZEMMOUR	71	57	62	34	58	28	31	20
Abstention, vote blanc ou nul	75	68	62	57	49	42	38	37
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)								
Emmanuel MACRON	86	83	77	72	71	63	50	53
Marine LE PEN	78	68	65	54	56	43	34	30
Abstention, vote blanc ou nul	74	70	64	57	52	45	34	35
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)								
NFP (LFI, EELV, PS, PCF)	86	85	81	75	62	66	35	41
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	86	78	78	68	76	64	53	60
TOTAL LR, DVD, UDI,	86	76	70	56	71	46	49	41
Rassemblement National et ses alliés	79	68	67	58	54	43	32	32
Abstention, vote blanc ou nul	71	69	62	56	55	44	41	38

—
11 rue de Rouvray
92200 Neuilly sur Seine / FR
Tél. +33 (0)1 57 64 01 60
@elabe_fr
www.elabe.fr

—
ELABE

